



Mise en œuvre des décisions du conseil interministériel de l'Outre-Mer

Le projet de territoire de La Réunion

ATELIER N°7

MISE A JOUR D'AVRIL 2012

PILOTE : SPCSJ

Atelier VII
Égalité des chances - promotion de la diversité - insertion des jeunes (1/5)

N°Fiche	Mesures	Plan d'actions	Administration centrale
Fiche VII-1	Créer une fondation d'entreprises destinée à accompagner le parcours d'excellence des jeunes ultramarins, de milieu modeste. <u>RECTORAT</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Parrainage accompagnement / suivi (Fondation HAYOT, <u>convention signée</u>) ■ Création d'une fondation « européenne » pour l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle dans l'Océan Indien (<u>réalisé</u>). Intégration dans le conseil de coopération éducation régionale 	
Fiche VII-2	Nommer un sous-préfet à la cohésion sociale et la jeunesse. <u>MIOMCTI</u>	M. Richard Daniel BOISSON a été nommé en mars 2010.	
Fiche VII-3 volet 1 et 2	Diminuer de moitié en dix ans l'écart entre La Réunion et la métropole en matière d'illettrisme. <u>PARTENARIAL</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ <u>États Généraux (EGILL)</u> et des <u>assises académiques</u> de l'illettrisme (octobre / novembre 2010) + actes distribués ■ <u>Nouvelle charte de partenariat et plan d'orientation stratégique</u> de prévention et de lutte contre l'illettrisme le 18/11/2011 signés (État, Rectorat, CAF, CG, CR, la Poste+3 OPCA+CNFPT+Pôle Emploi+Université+ANLCL) ■ <u>Nomination de 2 OPCA da&ns le COPIL</u> (UNIFAF, FAFSEA), ■ <u>Nomination d'un IEN</u> en qualité de CM illettrisme par le Recteur à la rentrée scolaire 2011 ■ <u>3 commissions de travail</u> depuis le 01/01/2011 : communication, tableau de bord, évaluation (points presse en juillet, novembre, août) ■ <u>Changement de présidence du COPIL</u> en juin 2011 (CG → État) ■ <u>Cadets du RSMA-R</u> (État / RSMA / CR) ■ Installation de <u>23 cases à lire</u> dans 16 communes (Région) ■ Missions illettrisme dévolues à des jeunes en <u>service civique</u> ■ Mission illettrisme dévolues à 10 <u>adultes-relais</u> ■ <u>Numéro indigo</u> installé, <u>Site illettrisme</u> installé, <u>Clip vidéo</u> sur les TV et radios 	<p>Circulaire du premier ministre en cours de validation demandant à chaque département de proposer un plan d'action pour novembre 2010 à valider au niveau national</p>
Fiche VII-3 volet 3	Prévention-action en faveur de la petite enfance <u>RECTORAT / CAF</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ <u>Formation décentralisée</u> du personnel des structures de la petite enfance à la découverte du livre de jeunesse entamée dès la rentrée 2010 dans la zone nord est : <u>en cours</u> (suivi par le DAC du rectorat) ■ Actions dans le cadre du <u>CLAS</u> (6356 bénéficiaires et 2 816 827€) ■ <u>Conventionnement</u> entre des organismes de formation et des structures d'accueil en vue d'intégrer des mères isolées et en difficulté d'insertion dans les filières des métiers de la petite enfance (repérage CAF, formation, terrains de stage, ouverture de micro-crèches) ==> 5 conventions en cours. ■ <u>Plan crèche départemental</u> et partenarial visant à promouvoir l'égalité des chances par le développement de l'offre d'accueil existante. ==> nombre de places créées depuis fin 2007: 945 dont 482 en micro-crèches, et 463 en autres EAJE le nombre d'établissements ouverts au 10/06/11 est de 143 	

Atelier VII
Égalité des chances - promotion de la diversité - insertion des jeunes (2/5)

N° Fiche	Mesures	Plan d'actions	Administration centrale
Fiche VII-3-4	Prévention-socialisation <u>RECTORAT / CAF</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ <u>2 Structures passerelle</u> à Bois Blanc (Sainte Rose) et Rivière des Galets (Le Port) (niveau expérimental) dès la rentrée 2010. (2 autres pour rentrée 2011 dont une à St Paul) ■ 2 projets sur Saint-Denis : Commune Prima - Rivière St Denis ■ <u>Suivi de la scolarisation des enfants de deux ans</u> par l'éducation nationale. La CAF prend en charge une partie du poste de l'Éducateur Jeunes Enfants. ==> la CAF prendra en charge une partie du poste d'éducateur de la 3ème structure si elle est sollicitée par le porteur de projet ■ Portage en 2011 d'un <u>Jardin d'éveil</u> par le CIAS à Casabona (St Pierre) avec agrément CAF (structure payante). C'est une structure pour des enfants de 2 à 3 ans qui auraient besoin d'une préparation avant d'entrer à l'école maternelle. On propose ainsi aux familles une solution d'accueil supplémentaire ==> Les travaux (9 mois) débiteront en novembre 2011 et ouverture en 2012 	<p align="center">Circulaire du premier ministre en cours de validation demandant à chaque département de proposer un plan d'action pour novembre 2010 à valider au niveau national</p>
Fiche VII-3-5	Prévention-scolarisation des enfants de trois ans <u>RECTORAT</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ <u>Tableau de bord académique</u> sur la fréquentation effective de l'école par les élèves de trois ans: rentrée 2011 (100 % 3 et 4 ans scolarisés, 4.5 % 2 ans) ■ <u>Observatoire du flux migratoire</u> interne et externe des élèves de l'académie : en réflexion 	
Fiche VII-3-6	Prévention de l'illettrisme – action éducative familiale <u>RECTORAT / CAF</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Développer les programmes d'actions éducatives familiales en animant les <u>Écoles (1) / Salons des parents</u> (6) en 2010/2011 (en cours depuis août 2009) ■ <u>Actions expérimentales d'alphabétisation familiale</u>. ==> action LCI , en lien avec l'AMAFAR-EPE, pour améliorer le niveau d'alphabétisation des enfants et de la famille -> 15 familles volontaires avec des enfants en âge de l'apprentissage de la lecture:écriture ■ Projets de loisirs familiaux mis en oeuvre par les porteurs de projets <u>CLAS / REAAP</u> dans le cadre du cahier des charges 2010/2011. ==> il y a actuellement une dizaine de séjours organisés réunissant des enfants du CLAS avec leurs parents et l'équipe d'intervenants -> en plus des loisirs, on évoque la question de la scolarité : on sensibilise les parents sur ce thème C'est une action expérimentale dont le financement s'ajoute à celui du CLAS 	
Fiche VII-3-7	Prévention : Développement des pratiques de lecture et d'écriture (CALE) <u>RECTORAT / CAF / CONSEIL GENERAL</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Actions de prévention des difficultés et contribution au développement des compétences des élèves et lieux d'échange de pratiques, lieux de réflexion : <u>4 CALE</u> opérationnels (Plaine Palmiste, St Leu, Entre Deux et Brûlé (2 internats, PDP et B) – Cycle 2 à LEP ■ Expérimentation en cours, entre la DAC-OI, le Rotary, le Conseil Général et la CAF, dite "<u>premières pages</u>". ==> dans le cadre d'une expérimentation nationale, financement CAF d'une opération à St Denis consistant à offrir à chaque enfant, à la naissance ou à l'adoption, un lot constitué: - d'un album écrit et illustré - d'un guide à destination des parents - de conseils de lecture, d'affiches, de cartes postales et de posters 	

Atelier VII

Égalité des chances - promotion de la diversité - insertion des jeunes (3/5)

N° Fiche	Mesures	Plan d'actions	Administration centrale
Fiche VII-3-8	Internat d'excellence Accompagnement éducatif <u>RECTORAT</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Offrir aux élèves ayant le goût de l'étude de bonnes conditions de vie et de travail : réhabilitation d'un internat existant avec des places « labellisées » pour rentrée 2011. <u>3 projets en réflexion</u> (lycée polyvalent Brassens) ■ 200 écoles élémentaires en 2009, <u>335 en 2010 (totalité)</u> – 1M€ dans les DOM dont 528 000 € à La Réunion 	Circulaire du premier ministre en cours de validation demandant à chaque département de proposer un plan d'action pour novembre 2010 à valider au niveau national
Fiche VII-3-8 bis	Sites bilingues <u>RECTORAT / CAF</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ <u>Développement de cet enseignement à l'EM</u> en assurant la continuité en cycle 2 (16 classes maternelles; évaluation CE1). Le développement est lié aux taux d'habilitations des enseignants : 26 sortant de l'IUFM + 27 en septembre et à la volonté des parents ■ <u>Formation des maîtres et des cadres</u> à la didactique du contact des langues en milieu plurilingue ; déjà commencé dans les animations pédagogiques (48h/an) + 1 CP spécialisé mise en place du "plan anglais" (écoles de St Denis) durant la pause méridienne avec cofinancement CAF; la CAF va financer une 3^{ème} structure à St Philippe (Les "petits vacoas") ■ <u>microcrèches</u> "baby word" (St Joseph). (anglais) 	
Fiche VII-3-9	Lutte contre l'illettrisme en faveur des demandeurs d'emploi et des salariés <u>DIECCTE / CONSEIL REGIONAL</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ <u>Complémentarité</u> entre les deux financeurs de formations (État Région) sur les publics, les contenus et objectifs (Commande et évaluation). Deux marchés État notifiés en juillet août (phase de renouvellement), un marché CRR en octobre ■ <u>Professionnalisation</u> les acteurs de formation et les prescripteurs ; conventions avec les prescripteurs en lien avec l'ANLCl (<i>en cours</i>) ■ <u>Promotion</u> des actions de lutte contre l'illettrisme en entreprise (commission « communication » depuis le 01/01/2011) ■ <u>Projet table-ronde</u> en partenariat avec le MEDEF et l'ANLCl : pratiques locales et nationales en matière de LCI en Entreprises... 	
Fiche VII-3-10	Illettrisme Mesure en faveur adultes- demandeurs d'emploi- compétences clés <u>DIECCTE / CONSEIL REGIONAL / CONSEIL GENERAL</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ <u>Promotion du programme compétences clés</u> en le faisant connaître ■ <u>Lien avec VAE</u> (mesure IV-3) (à l'étude) Développer le nombre de places dans les organismes de formation (790 État Région 660 Département = 300) ■ <u>Cartographie</u> consolidée État/Région/Département réalisée (MAPLCl-Carif-Oref) 	
Fiche VII-3-11	Diminuer de moitié en cinq ans l'écart entre La Réunion et la métropole en matière d'illettrisme. Mesure en faveur des autres publics <u>PARTENARIAL</u>	<ul style="list-style-type: none"> ■ <u>Défraiement</u> des stagiaires finalisé (État et Région) ■ Département : 110 allocataires « <u>chèque compétence</u> » en 2009, en 2010 dans le cadre d'un marché public ■ <u>Financement du résiduel de salaires des CUI</u> recrutés par des associations: 2009 → 9 associations et 48 CUI; 2010 → 4 associations et 10 CUI ■ Travail du <u>RSMA-R</u> dans le cadre du plan 1500 (30% illettrés recrutés) ■ Enveloppe de 100 000 € sur <u>BOP 104</u> pour formations pour public mahorais 	

Atelier VII

Égalité des chances - promotion de la diversité - insertion des jeunes (4/5)

N° Fiche	Mesures	Plan d'actions	Administration centrale
Fiche VII-4	<p>Mieux intégrer l'histoire et les cultures des outre-mer dans les enseignements scolaires de la République.</p> <p style="text-align: center;"><u>RECTORAT</u></p>	<p>■ <u>Conférences et tables rondes</u> (débutées en 2010) - Site académique dédié à l'adaptation régionale (deuxième semestre 2010) : réunion de travail le 14 septembre 2010. Mais pas d'adaptation prévue pour les programmes de 3^{ème} et de 1^{ère}. Il existe déjà des fiches pour les cycles 2 et 3. Prévision d'un manuel cycle 3</p>	<p>01/09/10: courrier du 17/06/10 du DG de l'Éducation nationale au président du groupe des éditeurs scolaires au sein du syndicat national de l'édition</p>
Fiche VII-5	<p>Créer un système d'échange universitaire entre l'université de La Réunion, la métropole et l'environnement régional (développer des Masters conjoints).</p> <p style="text-align: center;"><u>UNIVERSITE</u></p>	<p>■ <u>Développement des Masters conjoints</u> (en cours):</p> <ul style="list-style-type: none"> · Identification de l'offre potentielle (existante ou à créer) · Recherche de partenaires · Mise en oeuvre du cursus <p>■ <u>Montage d'un programme d'échange</u> intégrant une double mobilité en Master et Doctorat (en cours)</p>	<p>01/04/10 : appel à projet spécifique pour les masters conjoints (MESR)</p>
Fiche VII-6	<p>Initier des partenariats avec les grandes écoles nationales.</p> <p style="text-align: center;"><u>RECTORAT / DJSCS</u></p>	<p>■ Ouverture en septembre 2010 d'un <u>Centre Préparatoire à Polytechnique</u> à la Réunion</p> <p>■ Partenariat en septembre 2011 avec <u>l'IEP</u> de Paris en Provence</p> <p>■ Partenariat avec <u>l'ANDIUT</u> (association nationale des directeurs des IUT) septembre 2010</p> <p>■ <u>Cordée de la Réussite</u> : 3 cordées validées depuis 2010</p>	<p>Projet de convention Éducation prioritaire avec IEP Paris (mission du 25 au 29 octobre)</p> <p>Subvention 2010 ACSé : 26000€</p>
Fiche VII-7	<p>Créer les conditions de réussite des jeunes ultramarins : Construire le Plan « agir pour la jeunesse »</p> <p style="text-align: center;"><u>RECTORAT / DJSCS / CCIR/ CONSEIL REGIONAL / CONSEIL GENERAL</u></p>	<p>■ <u>Orientation</u> : La Réunion est le seul département d'outremer qui n'est pas concerné par les plates formes dématérialisées « mon orientation en ligne » mises en place sur l'ensemble du territoire français par l'ONISEP ». Toutefois dans le cadre de la rédaction du CPRDF une réflexion est menée pour la création d'une plate forme dématérialisée « orientation tout au long de la vie »</p> <p>■ <u>Décrochage scolaire</u> : L'instance de coordination départementale et les 4 plates formes locales d'appui et de suivi des jeunes décrocheurs ont été mises en place au cours du 4^{ème} trimestre 2010 (2 COPIL départementaux tenus). (+ école 2^{ème} chance + cadets du RSMA)</p> <p>■ La CDJSVA a présenté en octobre le plan « agir pour la jeunesse » (<u>485 services civiques, Revenu contractuelisé d'autonomie installé</u> (ML ouest, sud nord) : 400 jeunes sur 5000 en France. FEJ (300 000€ et livrets de compétence 126 000€)</p> <p>■ Installation de la <u>COPEC</u> (discriminations) : 4 ateliers</p> <p>■ 1 dispositif finalisé <u>E2C</u> sud nord portée par la CCIR : en 2013, 500 jeunes concernés (60 Nord et 60 sud en 2011). Prévision de 2 antennes est et ouest.</p> <p>■ <u>Un projet «académies les Dalons»</u> porté par le Conseil Général pour accompagner 320 jeunes volontaires dans une dynamique de re-mobilisation sociale pour aboutir à la définition d'un véritable projet de vie.</p> <p>■ <u>Service public de l'orientation (SPO)</u> : en cours de montage</p>	<p>Écoles de la 2^{ème} chance financées en 2009 pour la Guadeloupe et la Réunion</p> <p>En attente des 150 000€ de l'ACSé (création + antenne)</p>

Atelier VII

Égalité des chances - promotion de la diversité - insertion des jeunes (5/5)

N° Fiche	Mesures	Plan d'actions	Administration centrale
Fiche VII-8	<p>Faciliter pour les ultramarins le passage des concours de la fonction publique</p> <p style="text-align: center;"><u>UNIVERSITE</u></p>	<p><u>Mise en place à l'Université dans le cadre du CPESIP deux préparations aux concours :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ infirmier ■ métiers de la sécurité (gardien de la paix, sous officier de gendarmerie, policier municipal, pompier, engagé volontaire dans l'armée de terre) <p>Il y a eu 149 candidatures pour 40 places (20 dans chacune des préparations). Ces préparations n'existaient pas à l'Université et visent à répondre à une demande des étudiants qui s'inscrivaient par défaut dans une L 1 (droit, santé...) ne correspondant pas à leurs attentes.</p>	<p>Concours IRA 2010 spécifiquement adapté – Avis du Conseil d'État à priori favorable à la coexistence de plusieurs sujets de concours. Projet de circulaire mis prochainement à la signature du ministre en charge de la fonction publique et de la ministre en charge de l'outre-mer</p> <p>Circulaires du 23 juillet 2010 annoncées lors du VO du SE Georges TRON</p>
Fiche VII-9	<p>Mise en place d'un outil d'analyse de la situation des ultra-marins vivant en Métropole</p>		<p>Décision RIM du 08 juin 2010 : mise en œuvre par l'INSEE d'une étude sur les conditions de vie des populations originaires d'outre-mer</p>
Fiche VII-10	<p>Faciliter l'accès des ultramarins s'installant en métropole à un logement social avec l'appui des ADIL d'outre-mer.</p>	<p><u>Le Département par le biais du CNARM</u> renforce les dispositifs d'aide à la mobilité pour les étudiants et les réunionnais en recherche d'emploi ou avec contrat de travail par l'octroi d'aides financières notamment en transformant le Pass'Jeunes en une aide directe (Financement du transport-des frais d'installation – prise en charge de l'hébergement transitoire en famille d'accueil ou structure, aide à la recherche d'un logement en métropole).</p>	<p>Définition mise en place</p>

DECISIONS PARTICULIERES (2/2)

N° Fiche	Mesures	Plan d'actions	Administration centrale
P 5			
P 6	<p>Développer les ETTI. M.O. : État (Ministère Emploi).</p> <p style="text-align: center;"><u><i>DIECCTE</i></u></p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Maintenir le programme de professionnalisation des permanents des ETTI (mai 2010) tout en promouvant une démarche qualité au sein des ETTI (septembre 2010). Engagement du développement des emplois et compétences (EDEC) (IAE dont ETTI) ■ Restitution de l'étude d'analyse des besoins en Comité Départemental IAE le 25 novembre 2010. ■ Restitution de l'étude en avril 2011 ■ COFIL avec l'URSIAE comme pilote à venir (avec OPCA, État), pour mise en place du plan pluriannuel de 5 ans. ■ Agrément par le CDIAE du 23 juin 2011 de la 6^{ème} ETTI de l'île : Adecco Insertion emploi : 1^{ère} ETTI du groupe Adecco dans les DOM ■ Concernant la démarche qualité, 2 ETTI sur 6 sont labellisées ■ contrat d'objectif État / Conseil Régional / URSIAE élaboré. Signature prévue en juin. Démarrage plan d'action 2^{ème} semestre. 	
P 7			
P 8			